

**Accord sur le transfert de certaines données personnelles entre  
le Haut Conseil du Commissariat aux Comptes en France et  
le Public Company Accounting Oversight Board aux Etats-Unis d’Amerique**

**I- DÉFINITIONS**

1. Aux fins du présent accord :

**(a) « Données personnelles »** désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (« personne concernée »), directement ou indirectement, en particulier par référence à un numéro d’identification ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à son physique, sa physiologie, son mental, son identité économique, culturelle ou sociale ;

**(b) « Traitement des données personnelles »** (« traitement ») désigne toute opération ou série d’opérations concernant des données personnelles, et accomplie par des moyens automatiques ou non, tels que la collecte, l’enregistrement, l’organisation, le stockage, l’adaptation ou la modification, le retrait, la consultation, l’usage, la divulgation par transmission, diffusion ou autre mise à disposition, l’uniformisation ou la combinaison, le blocage, l’effacement ou la destruction ;

**(c) « Responsable du traitement »** désigne, dans le cas des données personnelles traitées en France et transférées vers le PCAOB, le H3C ou le PCAOB en charge seul ou conjointement, de la détermination de l’objectif et des moyens du traitement des données personnelles ;

**(d) « Exécutant »** désigne toute personne physique ou morale, pouvoir public, agence ou tout autre organe en charge du traitement des données personnelles pour le compte du contrôleur ;

**(e) « CNIL »** désigne la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés (CNIL) ;

**(f) « Tiers »** désigne toute personne physique ou morale, pouvoir public, agence ou tout autre organe à l’exclusion de la personne concernée, du contrôleur, de l’exécutant et des personnes soumises à l’autorité directe du contrôleur ou de l’exécutant, qui sont autorisées à traiter les données ;

**(g) « Destinataire »** désigne toute personne physique ou morale, pouvoir public, agence ou tout autre organe auxquels les données personnelles sont divulguées, qu’il s’agisse d’un tiers ou non; Toutefois, les autorités susceptibles de recevoir des données personnelles dans le cadre d’une demande particulière ne seront pas considérées comme destinataires ;

**(h) « Catégories spéciales de données personnelles/données sensibles »** désigne les données révélant l’origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, croyances religieuses ou philosophiques, l’appartenance à des syndicats, les données sur la santé ou la vie sexuelle et les données se rapportant aux infractions, condamnations pénales ou mesures de sureté se rapportant aux individus ;



(i) « **Partie** » ou « **Parties** » désigne le Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB) aux Etats-Unis et/ou le Haut Conseil du Commissariat aux Comptes (H3C) en France ;

(j) « **Directive sur la Protection des Données** » désigne la Directive 95/46/CE du Parlement Européen et du Conseil en date du 24 octobre 1995 relative la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. La « **Loi française sur la protection des données** » désigne la Loi n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

(k) « **Protocole** » désigne le Protocole conclu à la même date que le présent accord entre le PCAOB et le H3C afin de faciliter la coopération et l'échange des informations.

## II- PRINCIPES DE TRAITEMENT DES DONNÉES

Les Parties conviennent que la transmission des données personnelles par le H3C au PCAOB est régie par les principes suivants :

**1. Limitation de l'objet :** Les données personnelles transmises par le H3C au PCAOB ne peuvent être traitées directement par le PCAOB que pour les besoins de ses fonctions de régulateur de l'audit, conformément à la Loi Sarbanes-Oxley de 2002, modifiée (la « Loi Sarbanes-Oxley »), à savoir la surveillance des auditeurs, la mise en œuvre des contrôles et des mesures d'investigation relatives aux auditeurs inscrits et aux personnes qui leurs sont liées soumis à la compétence du PCAOB et du H3C, tel qu'exposé dans le Protocole, ainsi que pour satisfaire aux demandes d'information stipulées ci-dessous. Le transfert ultérieur de ces données à d'autres fins est régi par le paragraphe 7 ci-après.

Le H3C appliquera les principes d'anonymisation et de minimisation, ce qui signifie que les transferts de données personnelles seront effectués exclusivement au cas par cas, lorsqu'ils sont strictement nécessaires à l'exécution de l'objectif poursuivi par le Protocole.

**2. Qualité des données et proportionnalité :** Les données personnelles transférées par le H3C doivent être précises, pertinentes et appropriées aux fins pour lesquelles elles sont transférées et utilisées. Le H3C informera le PCAOB de l'inexactitude des informations transmises précédemment et/ou de la nécessité de les mettre à jour. Dans ce cas, le PCAOB devra apporter toutes les corrections appropriées à ses fichiers.

Les données personnelles doivent être conservées dans un format permettant l'identification des personnes concernées pendant une période qui ne peut excéder d'une part, le temps nécessaire aux fins pour lesquelles ces données ont été collectées et pour lesquelles elles font l'objet d'un traitement complémentaire, et d'autre part, la durée requise par les législations, règlements et dispositions légales applicables. Les Parties devront mettre en place des procédures appropriées d'enregistrement, de conservation et de suppression pour toutes les informations reçues dans le cadre du présent accord.

Les parties reconnaissent que les informations sont susceptibles d'être utilisées par le PCAOB afin d'évaluer le respect par les auditeurs inscrits et les personnes qui leur sont associées, de la Loi Sarbanes-Oxley, des législations relatives à la préparation et à la publication des rapports d'audit, des règlements du PCAOB, et de la SEC, des normes d'exercice professionnel relatives à l'exécution de la mission d'audit, à l'émission des rapports et aux questions s'y rapportant et concernant les émetteurs (telles que définies par la Loi Sarbanes-Oxley).



**3. Transparence :** Le H3C communiquera aux personnes concernées par le traitement, conformément à la Directive sur la Protection des Données et à la Loi informatique et libertés, des informations relatives : aux responsables du traitement, à l'objet du traitement, aux destinataires des données, que la réponse aux questions soit impérative ou facultative, aux conséquences possibles du défaut de réponse ainsi qu'au transfert prévu et au traitement complémentaire des données personnelles. Les Parties reconnaissent que l'objet de la collecte et de l'utilisation des données personnelles par le PCAOB figurent dans la Loi Sarbanes-Oxley, tel que décrit en Annexe I.

**4. Sécurité et confidentialité :** Les Parties reconnaissent qu'en Annexe II, le PCAOB et le H3C ont communiqué des informations décrivant les mesures techniques et organisationnelles de sécurité réputées adéquates par les Parties. Ces mesures ont pour objectif de protéger les données contre tout accès, destruction, perte, altération et divulgation accidentels ou illégaux. Le PCAOB et le H3C conviennent de mettre à jour les informations exposées en Annexe II si des modifications sont apportées à leurs mesures techniques et organisationnelles de sécurité, susceptibles d'affaiblir les protections assurées aux données personnelles. Toute personne agissant sous l'autorité du responsable de traitement de données, y compris un exécutant, n'est pas autorisée à traiter les données en dehors des instructions données par le responsable de traitement.

Les Parties reconnaissent que le PCAOB et le H3C ont communiqué les informations exposées en Annexe III, décrivant les législations et/ou règlements applicables relatifs à la confidentialité et aux conséquences de toute divulgation illégale d'informations confidentielles ou privées ou de tout soupçon d'une violation de ces lois et/ou règlements.

**5. Droit d'accès, de rectification, de suppression et droit d'opposition :** Les Parties reconnaissent que les personnes dont les données personnelles ont été transférées au PCAOB peuvent demander au H3C d'identifier toute donnée personnelle ainsi transférée et demander que le H3C confirme avec le PCAOB que les données sont complètes, exactes et, le cas échéant, à jour et que le traitement est conforme aux principes de traitement des données exposés au présent accord. Si les données s'avéraient incomplètes, inexactes ou obsolètes, ou si le traitement n'était pas conforme aux principes de traitement des données stipulés par le présent accord, la personne concernée devra transmettre sa demande de rectification, de suppression ou de blocage des données directement auprès du H3C

**6. Données sensibles :** Les catégories spéciales de données personnelles, telles que définies à l'article I(h), ne seront pas transférées par le H3C au PCAOB, sauf avec le consentement de la personne concernée lorsque la loi française l'autorise.

**7. Transfert ultérieur :** Si le PCAOB a l'intention de divulguer à un tiers une quelconque information reçue dans le cadre de la coopération en application du Protocole, cette communication devra respecter l'objectif et le traitement exposés à l'Article IV. paragraphes 6 à 8 du Protocole.

**8. Réparation :** Les Parties reconnaissent que la personne concernée peut engager une procédure devant la CNIL si son droit à la vie privée a été atteint ou si les principes de protection des données personnelles ont été enfreints à son égard.

### III- RÉSILIATION

Le présent accord entrera en vigueur à la même date que le Protocole et prendra fin trois ans après la date de signature de la dernière partie ayant signé l'accord. Les Parties peuvent se consulter et réviser les

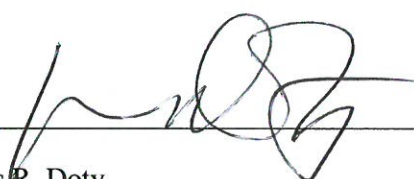


termes de l'accord dans l'éventualité d'une modification substantielle des législations, règlements ou de la pratique affectant l'exécution du présent accord.

Le présent accord peut être résilié par chaque Partie à tout moment. Suite à la résiliation du présent accord, les Parties conserveront, à titre confidentiel et conformément à l'Article IV du Protocole, toutes les informations communiquées en vertu de ce Protocole.

**IV- AUTRE**

Le présent accord est établi en langues anglaise et française, les deux textes faisant foi de manière égale



---

James R. Doty  
Président

Public Company Accounting Oversight Board



---

Christine Guéguen  
Président du Collège

Haut Conseil du Commissariat aux Comptes

Date : 12.13.16

Date : 13/12/16

**Agreement between**  
**the Haut Conseil du Commissariat aux Comptes in France and**  
**the Public Company Accounting Oversight Board in the United States of**  
**America on the Transfer of Certain Personal Data**

**I- DEFINITIONS**

1. For the purpose of this Agreement:

(a) **“personal data”** means any information relating to an identified or identifiable natural person ('data subject'); an identifiable person is one who can be identified, directly or indirectly, in particular by reference to an identification number or to one or more factors specific to his physical, physiological, mental, economic, cultural or social identity;

(b) **“processing of personal data”** ('processing') means any operation or set of operations which is performed upon personal data, whether or not by automatic means, such as collection, recording, organisation, storage, adaptation or alteration, retrieval, consultation, use, disclosure by transmission, dissemination or otherwise making available, alignment or combination, blocking, erasure or destruction;

(c) **“controller”** means, in the case of personal data processed in France and transferred to the PCAOB, the H3C or the PCAOB which alone or jointly determines the purpose and means of the processing of personal data;

(d) **“processor”** means a natural or legal person, public authority, agency or any other body which processes personal data on behalf of the controller;

(e) **“the French Data Protection Authority”** means the Commission Nationale de l'informatique et des libertés (CNIL);

(f) **“third party”** means any natural or legal person, public authority, agency or any other body other than the data subject, the controller, the processor and the persons who, under the direct authority of the controller or the processor, are authorized to process the data;

(g) **“recipient”** means a natural or legal person, public authority, agency or any other body to whom personal data are disclosed, whether a third party or not; however, authorities which may receive personal data in the framework of a particular inquiry shall not be regarded as recipients;

(h) **“special categories of personal data/sensitive data”** means data revealing racial or ethnic origin, political opinions, religious or philosophical beliefs or trade union membership and data concerning health or sex life and data relating to offences, criminal convictions or security measures in relation to individuals;

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'C' followed by a large 'Q' and a horizontal line ending in a small '1'.

(i) **“Party” or “Parties”** means the Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB) in the USA and/or the Haut Conseil du Commissariat aux Comptes (H3C) in France;

(j) **“Data Protection Directive”** means Directive 95/46/EC of the European Parliament and of the Council of 24 October 1995 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data. The **“French Data Protection Act”** means the amended Act n°78-17 of 6 January 1978 relating to information technology, data files and freedoms.

(k) **“SOP” or “Statement”** means the Statement of Protocol concluded on the same date as this Agreement between the PCAOB and the H3C to facilitate cooperation and the exchange of information.

## II- DATA PROCESSING PRINCIPLES

The Parties agree that the transmission of personal data by the H3C to the PCAOB shall be governed by the following principles:

**1. Purpose limitation:** Personal data transmitted by the H3C to the PCAOB may be processed by the PCAOB itself only to fulfill its audit regulatory functions in accordance with the Sarbanes-Oxley Act of 2002, as amended (the "Sarbanes-Oxley Act"), i.e. for the purposes of auditor oversight, inspections and investigations of registered audit firms and their associated persons subject to the regulatory jurisdiction of the PCAOB and the H3C as outlined in the SOP and the requests for information provided thereunder. The onward transfer of such data which may be for other purposes is governed by paragraph 7 below.

The H3C will apply the principle of data anonymization and minimization, which means that transfers of personal data will take place on a case-by-case basis only, when strictly necessary for the purpose of carrying out the SOP.

**2. Data quality and proportionality:** The personal data transferred by the H3C must be accurate, and must be adequate and relevant in relation to the purposes for which they are transferred and further processed. The H3C will inform the PCAOB if it learns that previously transmitted information is inaccurate and/or must be updated. In such case, the PCAOB will make any appropriate corrections to its files.

The personal data must be kept in a form which permits identification of data subjects for no longer than is necessary for the purposes for which the data were collected or for which they are further processed, or for such time as otherwise required by applicable laws, rules and regulations. The Parties shall have in place appropriate record disposal procedures for all information received pursuant to this Agreement.

The parties acknowledge that the information would be used by the PCAOB in order to assess the degree of compliance of the registered accounting firm and its associated persons with the Sarbanes-Oxley Act, the securities laws relating to the preparation and issuances of audit reports, the rules of the PCAOB, the rules of the SEC and relevant professional standards in connection with its performance of audits, issuances of audit reports and related matters involving issuers (as defined in the Sarbanes-Oxley Act).



**3. Transparency:** The H3C will provide to data subjects information relating to: the data controllers, the purpose of the processing, the recipients of the data, whether replies to the questions are compulsory or optional, the possible consequences of the absence of a reply, as well as the intended transfer and further processing of personal data as required by the Data Protection Directive and the French Data Protection Act. The Parties acknowledge that the purpose and use of the personal data by the PCAOB are set forth in the Sarbanes-Oxley Act, as further described in Annex I.

**4. Security and confidentiality:** The Parties acknowledge that in Annex II, the PCAOB and the H3C have provided information describing technical and organizational security measures deemed adequate by the Parties to guard against accidental or unlawful destruction, loss, alteration, disclosure of, or access to, the personal data. The PCAOB and the H3C agree to update the information in Annex II if changes are made to their technical and organizational security measures that would weaken the protection provided for personal data. Any person acting under the authority of the data controller, including a processor, must not process the data except on instructions from the data controller.

The Parties acknowledge that the PCAOB and the H3C have provided information set forth in Annex III, describing the applicable laws and/or rules relating to confidentiality and the consequences for any unlawful disclosure of non-public or confidential information or suspected violations of these laws and/or rules.

**5. Rights of access, rectification, deletion and objection:** The Parties acknowledge that a data subject whose personal data has been transferred to the PCAOB may request that the H3C identify any personal data that has been transferred to the PCAOB and request that the H3C confirm with the PCAOB that the data is complete, accurate and, if applicable, up-to-date and the processing is in accordance with the data processing principles in this Agreement. If the data turns out to be incomplete, inaccurate or outdated or the processing is not in accordance with the data processing principles in this Agreement, the data subject shall make a request directly to the H3C for any rectification, erasure or blocking of data.

**6. Sensitive data:** Special categories of personal data, as defined in clause I (h), shall not be transferred by the H3C to the PCAOB, except with the consent of the data subject where such consent is permitted by French law.

**7. Onward transfer:** When the PCAOB intends to disclose to a third party any information received in the course of cooperation pursuant to the SOP, it shall comply with the purposes and with the process set forth in Article IV, paragraphs 6 through 8 of the SOP.

**8. Redress:** The Parties acknowledge that the data subject may request an effective administrative procedure before the French Data Protection Authority when his or her right to privacy has been infringed or data protection rules governing the processing of personal data have been violated with respect to him or her.

### III- TERMINATION

This Agreement comes into force on the same date as the SOP and shall expire three years from the date the last Party has signed this Agreement. The Parties may consult and revise the terms of this

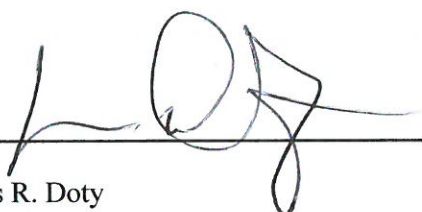
 3

Agreement in the event of a substantial change in the laws, regulations or practices affecting the operation of this Agreement.

This Agreement may be terminated by either Party at any time. After termination of this Agreement, the Parties shall continue to maintain as confidential, consistent with Article IV of the Statement, any information provided under the Statement.

**IV- OTHER**

This Agreement shall be drawn up in English and in French, both texts being equally authoritative.



James R. Doty  
Chairman  
Public Company Accounting Oversight Board

Date: 12.13.16



Christine Guéguen  
Chair of the Board  
Haut Conseil du Commissariat aux Comptes

Date: 13/12/16